

Résolution Karakash-Kurth adoptée par le Congrès du 31 octobre 2009 au Landeron

Le PSN conteste la politique budgétaire de l'Etat telle qu'elle est proposée par le Conseil d'Etat.

Il s'engage afin que celle-ci traduise une vision politique compatible avec les objectifs socialistes et porteuse d'avenir pour le canton.

Le PSN entend notamment formuler des propositions visant à soutenir l'économie, en augmentant les moyens dévolus aux investissements et en assurant un soutien accru à la recherche dans les secteurs phares de notre économie cantonale. Il est prioritaire de préserver les emplois d'aujourd'hui et de préparer ceux de demain, même si cela engendre un surplus de dépenses pour l'Etat.

La proportion d'argent redistribué par l'Etat ne doit pas diminuer, un rôle fondamental de l'Etat étant de contribuer à la répartition des richesses, en particulier en période de crise. Le PSN est par contre favorable à une réduction des charges structurelles de l'Etat. Cette démarche visant à assainir les structures étatiques doit s'inscrire dans une logique de redéfinition et de priorisation des prestations cantonales, respectivement dans une perspective de clarification et de répartition des compétences entre l'Etat et les communes.

Finalement, le PSN veillera à ce que la politique budgétaire n'ait pas pour effet d'accroître les inégalités sociales et territoriales. Les réductions nécessaires des dépenses doivent au contraire être ciblées pour favoriser une meilleure équité, aussi bien sociale que territoriale.

Le PSN s'engage donc à promouvoir une politique budgétaire, selon les axes suivants :

- Dégager plus de moyens pour investir et offrir davantage de soutien financier à la recherche technologique
- Combattre les mesures d'économie dont l'effet serait d'aggraver les inégalités sociales ou territoriales
- Confier des responsabilités claires aux communes et supprimer les structures qui assument ces responsabilités au sein de l'Etat
- Refuser les reports de charges sur les communes qui ne seraient pas liés à un transfert des compétences ou au financement de nouvelles prestations

Au surplus, le PSN appelle le Conseil d'Etat à adopter une position d'ouverture au dialogue, afin de pouvoir mener les difficiles réformes qui attendent le canton et ses collectivités dans une logique de partenariat.